



Déclaration liminaire CNAS du 7 juillet 2017

Madame la Ministre,
Monsieur le Président

Ça y est, c'est fait ! Jupiter a imposé son règne et, nous, pauvres mortels, devons saluer ce puissant démocrate et attendre avec une fébrilité difficilement contenue qu'il nous sauve tous de la déchéance dans laquelle la France a été plongée par les réactionnaires dont, les syndicats de lutte sont un des fers de lance.

Toujours impertinents, nous rappellerons qu'il n'y a qu'un pas du Capitole à la Roche Tarpéienne. C'est peut-être un peu pointu comme référence, mais il faut bien se mettre au niveau de ce grand intellectuel aux compétences quasi divines !

Ce quasi dieu a par contre très bien compris quand chargeant le pédalo de son prédécesseur il allait alléger se donner un peu d'air.

Il n'a donc aucune responsabilité dans le trou supplémentaire dans les finances de l'Etat oubliant très vite qu'il fut, après avoir été un proche conseiller, le ministre qui mis en musique le CICE.

Les responsables sont déjà connus, c'est nous, c'est vous les fonctionnaires. Ces hères trop nombreux, ne travaillant pas assez, trop payés et sans arrêt malades. Dégageons les eux aussi !

Et donc les 350 millions pour la Poste, les 318 de la SNCF, les 120 de Carrefour, les 107 de la Banque populaire, les 20 milliards dépensés en 2016 ce ne sont pas de la dette mais de l'investissement dans le bon vouloir des actionnaires nuance !!.

Alors on va rogner encore un peu l'os des fonctionnaires au cas où il reste un peu de chair. Mais pas la police, pas la défense, pas l'éducation, pas la justice on respire. Jupiter nous le promet.

Mais devons-nous le croire à l'image de l'éphémère poule de Pau qui voulant picorer un peu sous le soleil jupitérien avait oublié la sienne, se consacrer à sa ville ?

Dans cette instance nous le savons, l'action sociale sert toujours de point d'équilibre budgétaire. Celle de notre ministère a toujours été précurseuse et même innovante. Elle a été acquise par le travail de toutes les organisations syndicales et aussi par la volonté voulue ou arrachée à certains moments de l'administration.

Autant donc vous dire qu'aujourd'hui notre objectif n'est pas de tendre vers les économies mais au contraire d'adapter le budget de l'action sociale ministérielle à la hauteur des derniers recrutements. L'afflux massif de jeunes fonctionnaires engendre des nouveaux besoins. Il n'est donc pas question pour la CGT de baisser le nombre de places en crèches, de plafonner le nombre de logements, d'abandonner le PTZ, de limiter les différents CESU par des conditions d'accès délirantes, de fiscaliser les aides sociales, de restreindre les crédits des secours, de mettre de côté la politique d'unification de la tarification de la restauration.

Les travailleurs en général et les fonctionnaires en particulier ne sont en rien responsables de l'état actuel du pays. La responsabilité en incombe aux politiques qui n'ont ni le pouvoir ni la volonté d'éradiquer les 70 milliards annuel de l'évasion et de la fraude fiscale, elle incombe aux gouvernements successifs qui se sont fait dicter la politique de la nation par les lobbies.

La CGT appelle ses militants, les agents du ministère de la justice et les citoyens à refuser toute remise en cause des acquis sociaux. Nous devons lutter par tous les moyens pour défendre nos droits et ceux des plus faibles. Et cela commence par une participation massive à la journée d'action du 12 septembre 2017